



LA POLITIQUE AFRICAINE DES ÉTATS-UNIS APRÈS LE 11 SEPTEMBRE 2001

Les attentats du 11 septembre vont-ils modifier ou infléchir la politique des États-Unis en Afrique ?

Peter Schraeder: La politique réaliste de l'administration Bush, qui a été synthétisée par la formule « finie la rhétorique, vive la géopolitique¹ », sera certainement renforcée par ces événements. En effet, trois tendances se dessinent dans les orientations de la politique étrangère américaine dans la période de l'après-guerre froide. En premier lieu, nous avons les partisans de ce que l'on appelle la « réforme globale », qui entendent se concentrer sur les droits de l'homme, sur le développement, sur l'évolution des processus démocratiques, et qui pensent qu'il est nécessaire de travailler avec les organismes internationaux. Cette première tendance est plutôt représentative du Parti démocrate. La deuxième tendance, que soutient plutôt l'administration Bush, est composée des partisans de l'« endiguement sélectif » (nouvelle variante de l'« endiguement global » qui dominait la politique africaine des États-Unis pendant la guerre froide). Pour ces derniers, la menace soviétique ayant disparu, la politique américaine doit s'efforcer de circonscrire les menaces particulières, par exemple l'intégrisme au Moyen-Orient. On comprend alors pourquoi ses partisans mettent l'accent sur la coopération militaire stratégique et sont réticents à une implication des États-Unis dans les actions des organismes internationaux (et en particulier celles des Nations unies). Enfin, la troisième et dernière tendance est incarnée par la tradition isolationniste. Ceux que l'on appelle aussi les partisans de l'« engagement sélectif » estiment qu'il n'est pas opportun pour les États-Unis de s'impliquer dans des régions du monde autres que la « forteresse américaine » et, à la limite, l'hémisphère occidental, et surtout d'y envoyer des troupes. Cette troisième tendance avait progressé dans la période de l'après-guerre froide ; ce qui s'était exprimé, avant le 11 septembre, par l'accroissement, dans

l'opinion publique américaine, du soutien au programme antimissile. Depuis les événements du 11 septembre, l'administration Bush utilise cette tendance isolationniste pour faire avancer sa politique réaliste. Elle a réussi à faire voter par le Sénat le programme antimissile (avec l'intention d'avoir un système opérationnel au début de 2004) et à créer un Bureau de la sécurité intérieure (Bureau of Homeland Defense). En même temps, l'administration Bush a reçu le soutien du Congrès américain et de l'opinion publique pour mener une guerre antiterroriste qui débute avec des actions militaires contre les réseaux de Ben Laden et le régime des taliban. Pour le moment, les partisans de la « réforme globale » restent marginalisés dans la politique africaine des États-Unis.

Roland Marchal: L'empathie pour les victimes de New York et de Washington ne s'étendra pas aux crises meurtrières en Afrique. Une chose paraît évidente aujourd'hui : le déclassement de l'Afrique va être encore plus important qu'il ne l'était avant le 11 septembre, sauf si – pour reprendre les termes du débat américain actuel – les réseaux terroristes utilisent les innombrables facilités de blanchiment qu'offrent certains États. En tout état de cause, un intérêt donc très limité...

On peut donc résumer cette évolution en disant que l'on assiste principalement à l'accentuation des tendances qui se dessinaient depuis l'accession de Bush à la présidence ?

P. S. : Oui, mais avec quelques modifications, tout de même...

Qui porteraient sur quoi ?

P. S. : À mon avis, tout cela va avoir des incidences dans beaucoup de domaines. Tout d'abord, les rapports de force entre les différentes bureaucraties de l'exécutif qui ont en charge les dossiers africains seront nécessairement modifiés ; le processus de décision est d'ores et déjà transformé, ce qui va influencer sur les priorités et les modalités d'intervention. Pour être plus précis, on voit depuis le 11 septembre la montée en puissance de la CIA, dont les financements devraient être accrus. L'idée est la suivante : réorienter les fonds vers les renseignements sur les pays-menace, comme la Libye, le Soudan et la Somalie en Afrique.

1. Voir l'article de P. Schraeder, « Finie la rhétorique, vive la géopolitique ». Premières tendances de la politique africaine de l'administration Bush (2001) », publié dans *Politique africaine*, n° 82, juin 2001, pp. 133-150.



R. M. : Le débat auquel on assiste dans la presse américaine donne l'impression que les États-Unis accentuent leur politique unilatéraliste, et que la constitution de la grande coalition du « Bien » n'est pas un avatar d'un multilatéralisme renaissant mais, au contraire, la poursuite d'un unilatéralisme politiquement plus intelligent. De plus, conséquence interne de la stratégie adoptée par l'équipe Bush, ce seront le Pentagone, la CIA et les autres agences de renseignements qui vont mettre en œuvre cette politique, et non le Département d'État. De fait, l'influence politique de Colin Powell – qui est un unilatéraliste plus subtil que Rumsfeld – risque encore de se réduire.

P. S. : Oui. On voit non seulement la montée en puissance de la CIA, mais aussi et surtout celle de la conseillère à la Sécurité, Condoleeza Rice, et du Pentagone, qui vient de bénéficier de près de 25 milliards de dollars supplémentaires, essentiellement pour ses activités au Moyen-Orient. En ce qui concerne la place de Powell, la situation est plus compliquée et très paradoxale. Sa marginalisation ne date pas des derniers événements. Ainsi, juste avant le 11 septembre, on pouvait lire à la une du *Time magazine* : « Where have you gone, Colin Powell ? » Or, depuis les événements, on voit toujours Powell aux côtés de Bush. Représentant l'aile modérée du Parti républicain, héros de la guerre du Golfe, il a momentanément renforcé sa position. Mais, en même temps, l'Afrique va se retrouver, pour le Département d'État, en queue d'agenda et, à la fin du conflit, on verra que la CIA et le Pentagone auront renforcé leur rôle, en Afrique comme dans d'autres régions du monde.

Justin Vaïsse : Oui, le renforcement de la position de Colin Powell, sensible depuis le 11 septembre, pourrait n'être que de courte durée. Car les groupes de faucons conservateurs et néoconservateurs ont beaucoup d'influence au sein de l'administration, et divers facteurs pourraient conduire le président Bush à suivre certaines de leurs recommandations. Bush a arbitré en faveur de l'option de retenue stratégique défendue par Powell (coalition large et objectifs restreints à l'Afghanistan) dès la nuit du mardi 11 septembre, mais les partisans d'une politique unilatéraliste et maximaliste continuent de faire pression sur lui. Leurs chefs de file sont Paul Wolfowitz, adjoint du secrétaire d'État à la Défense, et I. Lewis Libby, le principal conseiller de politique étrangère du vice-président Dick Cheney. L'influence de Wolfowitz, notamment, ne doit pas être sous-estimée, car il est en contact quotidien avec le vice-président et il est aussi le porte-parole d'un mouvement d'opinion très fort parmi les sou-

tiens électoraux de George W. Bush. Parmi ces faucons bellicistes, on peut distinguer deux groupes distincts, qui ont en commun d'assumer l'hégémonie américaine et de préférer les solutions unilatérales. Le premier rassemble les conservateurs traditionnels, qui se retrouvent notamment autour de la Heritage Foundation ; l'essentiel pour eux est la sécurité de l'Amérique, qui ne peut être assurée que par sa force militaire. Le second groupe rassemble ce qui reste des néoconservateurs : les anciens « Jackson Democrats », très souvent passés du camp démocrate au camp républicain sous Reagan (Jeane Kirkpatrick, Richard Perle, Frank Gaffney, James Woolsey, Midge Decter et Norman Podhoretz, entre autres) ; ces derniers ajoutent à la nécessité d'un outil militaire puissant l'insistance sur l'avantage moral (« *self-righteousness* ») des États-Unis, son atout démocratique : ce que Joshua Muravchik a appelé la « nation juste », et Robert Kagan l'« empire bienveillant ».

C'est cela qui pousse certains d'entre eux à un interventionnisme plus affirmé, sans aller forcément jusqu'à la croisade démocratique. Leur journal est plutôt le *Weekly Standard*. Cette école hégémonique et unilatéraliste, en faveur d'une prééminence assumée de l'Amérique et d'un outil militaire très puissant, a, depuis trois ou quatre années, deux obsessions : le renversement du régime irakien et la défense antimissile. Elle s'exprime moins dans des *think tanks* anciens et établis que dans des structures comme le Center for Security Policy de Frank Gaffney (spécialisé dans la défense antimissile), le National Institute for Public Policy et surtout le Project for the New American Century, qui est le véritable auteur de la fameuse « lettre ouverte » à George W. Bush demandant d'élargir les buts de guerre à l'Irak.

Mais, alors, qui décide vraiment en matière de politique étrangère ?

J. V. : Ce n'est pas Colin Powell qui décide à Washington. C'est, semble-t-il, le Président lui-même... influencé essentiellement par Dick Cheney, et aussi par son père, pour certaines orientations. Colin Powell est certes influent, il est souvent soutenu par Condoleezza Rice, qui a un accès fréquent au Président, mais il est loin de faire la pluie et le beau temps. Il domine généralement les réunions du NSC (Conseil national de sécurité), mais l'essentiel se passe après, dans les entretiens séparés du Président avec Dick Cheney et certains conseillers. Cheney est de loin la personnalité la plus influente, celui qui demeure seul en tête-à-tête avec le Président à la fin des réunions. Après le 11 septembre, il a soutenu l'option « coalition large et retenue stratégique ». Mais, vu le poids des maximalistes



dans son entourage, sa position pourrait rapidement évoluer. Quant à Condoleezza Rice, elle a également préféré cette option. C'est elle qui a poussé le plus loin la logique d'un nouveau paradigme dans la politique étrangère américaine, soumettant sa méfiance de la Russie à l'impératif de guerre contre le terrorisme. De son côté, Donald Rumsfeld, le secrétaire d'État à la Défense, a présenté à George W. Bush deux plans de guerre « maximalistes » préparés par son adjoint Paul Wolfowitz lors de la dernière semaine de septembre. Ces plans prévoyaient, au-delà de la première phase visant l'Afghanistan, une combinaison de frappes aériennes et d'opérations de commandos contre des installations terroristes en Syrie, au Liban (Bekaa), et surtout en Irak. Certaines sources suggèrent même Gaza, et des actions clandestines dans des pays « consentants » comme l'Algérie ou le Soudan. Mais Donald Rumsfeld s'est lui aussi, pour le moment, rangé aux côtés de Colin Powell et Dick Cheney en faveur de la première option. Enfin, une dernière force joue évidemment un certain rôle dans la décision présidentielle : les militaires, qui sont peut-être – ce n'est pas certain – représentés par le nouveau chef d'état-major des armées, le général Richard Myers. Or, ceux-ci sont loin de partager les vues des têtes « politiques » du Pentagone ; ils sont bien plus proches de celles du général Colin Powell...

Quant à l'opinion publique, elle peut jouer dans les deux sens : par sa cohésion et son impatience, dans le sens du maximalisme ; et par son scepticisme sur l'élargissement des buts de guerre au-delà de la lutte contre Al-Qaïda, dans celui de la retenue. Finalement, c'est sans doute l'évolution de Dick Cheney – et, dans une moindre mesure, de George Bush père – qui sera la clef de l'évolution de la politique étrangère américaine. Selon le cours des événements (notamment en cas de riposte terroriste), on ne peut exclure un glissement progressif de l'option « Powell » (coalition et retenue stratégique) à l'option unilatérale et maximaliste défendue par P. Wolfowitz. La lettre remise par John Negroponte, ambassadeur américain à l'Onu, au Conseil de sécurité le lundi 8 octobre, signalant qu'il pourrait être nécessaire de poursuivre la campagne militaire au-delà de l'Afghanistan, rend cette perspective plus claire encore.

Tout le génie du plan par « phases » mis en avant par George W. Bush est précisément de rendre possible un tel glissement sans remettre en question le discours de l'administration. Reste à déterminer jusqu'où les différents membres de la coalition, dont la France, seront prêts à accompagner ce glissement.

Comment ces modifications des rapports de force entre administrations se traduisent-elles en termes de politique africaine ?

P. S. : Les différents conflits (par exemple le Rwanda, la crise du Congo) vont se trouver en marge de la politique étrangère des États-Unis. Si les fonctionnaires du Bureau des affaires africaines cherchent toujours à les résoudre, ils sont de plus en plus écartés du processus de décision. La Maison-Blanche n'acceptera jamais, surtout à l'heure actuelle, de s'y impliquer de façon significative.

L'administration Bush avait l'intention de s'appuyer plus largement sur les puissances régionales africaines. Qu'en est-il désormais ?

P. S. : Il est très clair que, du point de vue des discours, on s'achemine vers un renforcement de la politique d'appui aux puissances régionales. Dans la continuité de cette politique fondée sur la perception d'États amis et ennemis, les relations, notamment militaires et économiques, avec les alliés des États-Unis devraient être nécessairement approfondies, par exemple avec le Nigeria, l'Afrique du Sud ou le Kenya. Mais le passage à l'acte est une autre question... et on risque bien, là encore, d'assister à un désengagement. Par exemple, je ne vois pas bien comment, dans une tendance générale de déclin de l'aide américaine en Afrique (qui est passée de 1,93 milliard de dollars en 1992 à 933 millions de dollars en 2000), des programmes militaires comme l'Acri au Nigeria, qui était déjà menacé avant les événements du 11 septembre en raison de l'opposition de Rumsfeld, seront renforcés, voire poursuivis. C'est toujours ce même hiatus entre discours volontaristes et financements en déclin...

R. M. : Certainement, mais la politique de soutien aux puissances émergentes sera menacée aussi pour une raison supplémentaire, à savoir l'ambivalence ou l'inconfort des pays africains concernés. D'une part, la logique des choix américains pousse à placer sous haute surveillance des institutions financières nationales et des hommes d'affaires influents. Ce qui va poser des problèmes, car cela va diminuer d'autant les marges de manœuvre locales pour mener ses petites affaires, y compris avec des compétiteurs économiques de Washington. La lutte contre le terrorisme pourra servir à bien des propos ; et cela sera inmanquablement vécu, à moyen terme, une fois l'émotion du 11 septembre retombée, comme une nouvelle ingérence et comme une limitation supplémentaire à la souveraineté des États africains, pour des objectifs que l'on commencera à discuter. Imaginez Total



ouvrant ses livres de comptes en Angola pour se défendre contre l'accusation d'aider les terroristes, ou la présidence tchadienne ou burkinabè faisant toute la lumière sur ses amitiés avec le colonel Kadhafi... D'autre part, on peut imaginer que les programmes de coopération américains, comme l'Acri ou les programmes bilatéraux, s'ils sont maintenus, seront réorientés dans un sens convenant plus aux nouvelles priorités de Washington. Là aussi, à l'instar de ce qui se passe au Nigeria, on peut penser que les tensions vont s'aviver devant cette propension à s'immiscer encore davantage dans certaines dimensions locales de la vie politique ou militaire². Enfin, on observe également une rupture dans le concept d'intervention : si l'on soutenait les puissances régionales, c'était aussi parce qu'on les jugeait plus aptes à régler des problèmes qui n'avaient pas d'implications stratégiques majeures. La référence à l'article 5 du traité de l'Otan qui autorise potentiellement une intervention hors de la zone « classique », la concurrence de plus en plus visible des Français et des Anglais pour la mise en place d'une force d'intervention, le retour – et de quelle manière ! – des forces américaines dans des dispositifs interventionnistes après le 11 septembre, tout cela donne un air assez compassé aux dispositifs Recamp et Acri³. Les choses importantes se traiteront moins que jamais dans un cadre africain.

Et en ce qui concerne le Kenya ?

R. M. : Le Kenya illustre une autre modalité des transformations de la politique africaine des États-Unis au lendemain des attentats du 11 septembre : la logique de la guerre contre le terrorisme remet en cause la politique de soutien aux processus de démocratisation dans les pays en développement ; le soutien aux États amis va se traduire concrètement par un soutien aux classes dirigeantes, et l'on va retomber dans le réalisme qu'évoquait Peter Schraeder au début de cet entretien. Avant le 11 septembre, les États-Unis avaient demandé à Arap Moi de ne pas se représenter. Désormais, il semble que l'on s'achemine vers une réduction drastique des prétentions américaines à peser sur les évolutions politiques internes et les démocratisations en cours. L'ordre du jour, fixé unilatéralement à Washington, et qui guidera la politique envers les pays africains, est assez simple : lutte contre le terrorisme, voire le blanchiment et, bien entendu, garantie de l'accès aux matières premières.

P. S. : Oui, je suis d'accord à propos du Kenya et de la démocratisation : les États-Unis hésiteront à exercer des pressions sur les régimes autoritaires qui seront du bon côté !

R. M. : Cela soulève un point important qui n'est d'ailleurs pas spécifiquement africain. Pas un seul État ne va oser s'opposer ouvertement à la coalition des « bons » contre le « mal ». Dans ce jeu des relations internationales, la capacité des États à jouer double jeu sera donc décisive. En effet, si aucun État ne peut se dire opposé à la coalition américaine, le blanchiment est constitutif de certains régimes. Concrètement, on voit mal comment de tels États pourraient jouer carte sur table et, du jour au lendemain, opter pour la transparence et la bonne gouvernance. On va donc avoir ce double jeu, qui vise à préserver une certaine autonomie tout en négociant avec Washington la récompense d'une collaboration. En ce sens, ce qui s'est passé avec le FMI au Pakistan fournit un bon exemple de la nouvelle donne, ambiguë à l'extrême mais extrêmement protectrice des régimes en place dès lors qu'ils passent sous les fourches caudines, au moins symboliquement.

Et avec le Soudan ?

R. M. : Le Soudan est sans doute le cas le plus visible de cette ambiguïté. Comment penser, avant le 11 septembre, qu'un État placé pendant neuf ans sur la liste des soutiens au terrorisme international, pourfendu pour ses alliances radicales, puisse se retrouver dans la coalition du « Bien », sans avoir rien changé de sa politique intérieure, simplement en collaborant avec la CIA sur le cas de Ben Laden ? Outre cette alliance avec les classes dirigeantes déjà citée, on voit bien comment cette opportunité permet de résoudre un grand problème pour les États-Unis : les critiques à l'intérieur de la société américaine (justifiées ou non) se taisent puisque le Soudan rejoint l'alliance du Bien, les compagnies pétrolières se frottent les mains, les États arabes sont rassurés car Washington montre qu'il est disposé à amender sa politique de rétorsion. Bref, on relégitime un régime qui n'a pas, dans le passé, ménagé son soutien aux aventures terroristes et qui poursuit encore une soit-disant « guerre sainte » contre ses opposants au Nord et au Sud. Comme Peter le disait, « finie la rhétorique, vive la géopolitique » – et les petits arrangements avec la réalité...

2. Ce débat a été réalisé avant les émeutes anti-américaines qui ont éclaté à Kano, dans le Nord-Nigeria, les 12 et 13 octobre 2001. Les affrontements entre activistes islamistes, jeunes délinquants et populations chrétiennes ont fait des centaines de victimes.

3. « Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix » et « African Crisis Response Initiative », qui sont des programmes de coopération militaire respectivement mis en place par la France et les États-Unis.



P. S. : Oui, je suis d'accord sur le fait que les Américains veulent éviter de voir la réalité soudanaise. En revanche, je me pose des questions quant à la réalité politique du revirement américain. Même si l'on dit les choses diplomatiquement, même si l'on exprime la volonté de travailler avec ce régime, il ne faut pas oublier que les groupes de pression chrétiens sont très forts aux Etats-Unis, et qu'ils ne voudront jamais d'une politique de rapprochement avec le Soudan.

R. M. : Aujourd'hui, à Khartoum, tout le monde dort dans son lit. D'une part, le régime va devoir se justifier par rapport à sa base – et, d'ailleurs, le discours intérieur est bien différent de celui des instances internationales : soutien aux Afghans (taliban), poursuite de la *jihād*, arrestation des opposants, etc. ; de l'autre, Washington va aussi avoir quelques problèmes avec certains de ses appuis intérieurs. Mais, sauf erreur grossière des dirigeants de Khartoum, certains proches de Bush pourraient bien ressusciter un plan de paix basé sur l'analogie avec la situation de Hong-Kong lors du rattachement à la Chine : « un État, deux régimes », qui permettrait, vu de Washington, de régler le problème de la guerre au mieux des intérêts américains et de l'élite dirigeante actuelle au Soudan...

Mais, désormais, n'est-ce pas la Somalie qui remplace le Soudan comme nouvel ennemi ?

P. S. : L'idée de « pays-ennemi » n'est pas juste, celle de « pays-menace » me paraît plus appropriée. Certains responsables du gouvernement considèrent la Somalie comme un problème, une menace notamment parce que l'État ne contrôle pas son territoire. On aime bien dire, ici aux États-Unis, que si Ben Laden s'enfuyait d'Afghanistan, il irait s'installer en Somalie ou dans tout autre pays dans lequel l'État n'est pas capable de contrôler complètement son territoire.

R. M. : Il y a eu plusieurs rumeurs selon lesquelles il serait déjà installé sur des îles Bajun, sans doute à profiter du soleil sur des plages magnifiques... Plus sérieusement, cette idée d'un État qui ne contrôle pas son territoire est importante. C'est la grande différence entre le Soudan et la Somalie. Le Soudan était un État qui, à une certaine époque, mobilisait des moyens d'État pour aider les islamistes ou les groupes terroristes. Je dis bien *était* car, contrairement au gouvernement américain, beaucoup de gens en Europe pensent que ce soutien a cessé depuis plusieurs années. En revanche, en Somalie, il n'y a pas d'État. Il y a un vide, aucun contrôle,

ce qui fait que tout le monde est chez soi. Il y a bien une réalité de la présence islamiste en Somalie. Il est probable que celle-ci ne soit pas simplement mercantile et financière. Par ailleurs, il faut faire attention, car l'absence de contrôle nuit aussi aux étrangers, qui peuvent être dénoncés, pris en otage, vendus à leurs ennemis. Cela s'est déjà produit avec des dirigeants Oromos kidnappés et livrés aux autorités éthiopiennes. Il faut savoir aussi que les Somaliens ont souvent utilisé la rhétorique islamiste et terroriste dans leurs conflits internes pour gagner des appuis ou, au contraire, stigmatiser leurs adversaires. On ne doit donc pas tout confondre, les islamistes et les terroristes, le possible, le probable et l'avéré: le recours à une démonstration de force militaire laisse mal augurer d'une méthodologie appropriée de la part des Américains. Il faut noter également que les Somaliens, une fois de plus, n'hésiteront pas à ajouter à la confusion. Il y a quelques jours, entre 7 000 et 10 000 manifestants se sont rassemblés à Mogadiscio pour protester contre une éventuelle frappe contre un peuple musulman. Même s'il y avait des islamistes parmi les manifestants, on ne peut pas dire qu'il s'agissait d'une manifestation de soutien à Ben Laden. Ce qui est impressionnant, c'est qu'il y avait beaucoup plus de manifestants que pendant la période Aïdeed. Ce ne sont pas seulement les islamistes qui sortent dans la rue. Tout le monde en veut aux Américains, pour ce qu'ils ont fait (ou pas fait) en 1993.

À ce propos, et au-delà de la seule Somalie, a-t-on une idée des réactions des populations africaines aux attentats et à la riposte américaine en gestation ?

Olivier Vallée : Pour les Africains, le territoire des États-Unis est maintenant désanctuarisé.

R. M. : Il est vrai que, comme toujours pour le plus fort, l'Amérique a du mal à comprendre la réaction des faibles et des marginalisés. « Pourquoi ne sommes-nous pas aimés ? », se demandent les Américains. En fait, si l'on voulait généraliser les quelques opinions entendues dans la Corne, c'est moins la joie que l'égalité retrouvée qui s'exprime: « Les Américains sont comme nous. » « Pour une fois, ils en ont pris plein la tête, comme nous. » « On n'est pas content parce qu'ils ont des morts, mais on est content parce qu'ils souffrent aujourd'hui ce que nous souffrons depuis si longtemps. »

O. V. : Oui, vu d'Afrique, ce sont les États-Unis qui sont déclassés.



Et quel a été l'effet du 11 septembre sur la communauté afro-américaine ?

P. S. : D'après les sondages, sa réaction est semblable à celle de la communauté blanche. On note les mêmes tendances inquiétantes envers les Arabes : entre 35 et 40 % des Américains disent avoir peur des Arabes habitant aux États-Unis.

R. M. : Ce qui est un paradoxe, puisque la communauté arabe américaine est majoritairement non musulmane : sans doute seulement 1 million sur les 3,5 millions d'Arabes résidant aux États-Unis.

P. S. : Oui. Et, à ce propos, il est intéressant de noter qu'avant les attentats la communauté noire était féroce contre la politique et l'idée même de « *racial profile* » (délict de faciès). Après le 11 septembre, la même communauté noire pense que c'est un outil important à utiliser... contre les Arabes et les personnes originaires de pays musulmans. C'est incroyable.

R. M. : Même si les Noirs américains risquent d'en être les premières victimes ?

P.S. : Exactement !

Revenons à la politique américaine en Afrique. Parmi les mesures de lutte contre le terrorisme, il y a aussi la lutte contre le blanchiment. L'Afrique est-elle concernée ?

O. V. : Bien entendu. La plupart des banques suspectées, et en particulier la Barclays, déjà ciblée par les Américains, sont implantées en Afrique. Sans compter qu'en Afrique de l'Est du moins, le système bancaire est relié de façon permanente au système financier de Dubaï. De même, les réseaux saoudiens et pakistanais sont très développés dans certains pays d'Afrique. Mais une précision est nécessaire avant de poursuivre la discussion : la politique d'endiguement financier n'est pas seulement une arme destinée à démanteler des réseaux financiers liés au terrorisme, elle est aussi utilisée comme une façon de faire rentrer les mauvais sujets dans le rang en leur laissant entrevoir la possibilité de geler leurs actifs aux États-Unis.

R. M. : Oui, et pour de nombreuses raisons. Il faut faire très attention à la tendance à pointer des pays, des banques, des réseaux, à les criminaliser. Finance islamique ne veut pas dire financement d'islamistes et de réseaux

terroristes. Par exemple, en Afrique de l'Est, il y a tout un basculement de la finance islamique vers l'Asie (la Malaisie, Singapour). Bien évidemment, on ne peut pas pour autant pointer du doigt les Malaisiens. Autre exemple du flou dans les relations : souvent, les actionnaires les plus importants des grandes banques islamiques, comme ceux de la Fayçal Islamic Bank, al-Barakat, ou Abou-Dhabi Islamic Bank, ne sont pas des islamistes ; ils sont même parfois plus libéraux que la moyenne. Certes, ces banques peuvent financer des opérations louches, mais elles ne sont pas les seules. Des banques occidentales – différents scandales, en France et en Russie notamment, nous en fournissent de nombreux exemples – sont également impliquées. Pourquoi mettre l'accent sur les unes et pas sur les autres ? On ne peut s'empêcher de penser que les listes d'ONG islamistes portées sur la place publique hier et aujourd'hui avec la même assurance sont aussi politiques et à but instrumental. Derrière cette situation, on retrouve deux paramètres dont on ne mesure pas toujours toutes les implications. D'une part, ces réseaux sont globaux, pas simplement proche-orientaux, ni même islamiques ; d'autre part, il faut choisir entre une démarche judiciaire et une démarche militaire : dans un cas, il y a l'absolue nécessité de valider la preuve au niveau d'un tribunal, alors que, dans l'autre, on reste dans l'ordre de la politique, des priorités stratégiques, des biais, des arrangements avec la réalité. Disons-le, en principe, ces deux options sont également légitimes, mais aujourd'hui Washington les confond : sa posture se situe clairement dans ce second domaine, même si le soutien demandé l'est sur la base de la justice. De là, les égarements et les défaussements présents et à venir.

Mais, en Afrique, qui a été pointé par les Américains ? Y a-t-il un rapport quelconque entre ces cibles et la réalité de leur implication comme soutien au terrorisme ?

O.V. : La liste, pour l'Afrique, ne cite que des sociétés et des institutions localisées au Soudan et au Kenya. Cela dit, elle n'est pas complète, des omissions ont été faites expressément. Mais, implicitement, sont visés tous les circuits de transfert d'argent et les transactions avec et par Dubaï. La liste ne pourra qu'être élargie, car c'est à travers des banques non islamistes que ces opérations se font.

R. M. : Toute une série d'entreprises, de banques, de sociétés d'import-export, des fermes ont été visées au Soudan. Ainsi, les Américains ont pointé les agences de la Fayçal Islamic Bank, qui est présente dans ce



pays. Cet exemple illustre bien ces glissements, ces amalgames dangereux. Quelles sont les preuves ? D'un point de vue légal, comment prouver que des liens existent, que les opérateurs financiers au Soudan étaient dans les réseaux islamistes visés ? Mais, dans la stratégie américaine, il ne s'agit pas de preuve ni de droit, il s'agit de politique et de rétorsion. Et, d'un point de vue politique, c'est beaucoup plus simple ! Le ministre actuel de l'Économie soudanaise, qui est un islamiste de toujours, était un des cadres dirigeants des deux agences de la Fayçal Islamic Bank visées par les Américains. Mais il est aussi le ministre du gouvernement actuel qui a choisi de coopérer avec les États-Unis. Il est donc aujourd'hui totalement blanchi ! Inversement, les sociétés qui sont visées sont loin d'être criminelles. Des entreprises ont reçu de l'argent pour faire des routes et les routes ont été faites, et bien faites ; des fermes ont fourni des produits agricoles... De même, on peut se demander pourquoi les Américains ne ciblent pas l'International Islamic Relief Organisation, qui n'est pas active seulement dans la distribution de dattes ! Mais c'est une organisation saoudienne... Tout le problème est celui de la relation entre le politique et le judiciaire. Comment décide-t-on que des compagnies sont criminelles ? On voit bien toute l'ambiguïté de cette politique, et le caractère très inquiétant des discours et des rétorsions à venir de la part de l'administration Bush. Et, d'un point de vue du Sud, une fois de plus, on ne pourra que dénoncer le diktat de la superpuissance.

*Autrement dit, la liste ne serait fondée que sur des suppositions ?
À usage politique, elle permettrait de pointer du doigt les « mauvais »,
quelle que soit la réalité des faits ?*

R. M. : Le problème, c'est qu'il n'est pas évident de montrer le lien entre les réseaux terroristes et les États qui les soutiennent. À quel niveau des États ou des sociétés collaborent-ils avec de tels réseaux ? Un exemple, très important, car massivement présent en Afrique, l'illustre bien : les sociétés informelles de transfert d'argent fonctionnent en dehors des circuits légaux. Ce sont des modalités classiques de blanchiment. Mais, en même temps, ce sont aussi des institutions vitales pour les populations au Soudan, en Somalie, en Éthiopie... C'est notamment grâce à elles qu'une frange de la population survit. Il s'agit là d'un mécanisme financier extrêmement ambigu. Et c'est ce que ne prend pas du tout en compte la politique américaine. On peut, d'un point de vue judiciaire, pointer des groupes, définir des responsabilités, mais il faut être extrêmement vigilant et ne pas faire n'importe quoi.

O. V. : Ces réserves sont très pertinentes. Les aspects judiciaires, avec charge de preuve, sont marginaux dans la perception actuelle du Département d'État. On retombe sur ce que l'on disait en début d'entretien : la politique de rétorsion aux attentats va être plus une affaire de militaires que de diplomates. Les Américains ont un bureau qui s'occupe de cette dimension, l'Office for Foreign Assets Control, qui a sa propre législation, qui établit sa liste chaque année en fonction de sa propre appréhension des « mauvais » pays. Par ailleurs, pour poursuivre dans la critique de l'arbitraire des listes, il faut aussi avoir à l'esprit que l'on ne peut pas définir de façon simple et univoque les bons et les mauvais financements. On doit donc douter de la possibilité d'une frappe chirurgicale en la matière. Sur le continent africain, les Saoudiens, les Pakistanais et les Iraniens, par exemple, sont très présents par le financement caritatif (achat de riz), le financement de mosquées, etc. Ces financements passent par des comptes ouverts dans des banques islamiques, mais de là à dire que ce sont des activités criminelles... D'autre part, le système financier est globalisé, y compris en Afrique. Les institutions bancaires ont des correspondants à Dubaï, mais aussi à Londres, à New York, aux Bahamas...

P. S. : La conséquence la plus troublante des événements du 11 septembre est que le consensus antiterroriste qui émerge dans la politique étrangère américaine va nécessairement renforcer le retour d'une approche géostratégique de l'Afrique. Celle-ci est clairement une réminiscence de la politique de la période de la guerre froide, pendant laquelle les intérêts de sécurité nationale l'emportaient largement sur les objectifs de promotion du développement. L'émergence de ce que certains nomment déjà la « seconde guerre froide » (mais, cette fois, contre le terrorisme international) rend hautement probable le fait que l'Afrique sera vue par les décideurs américains à travers ce prisme géostratégique qui n'aura, encore une fois, pas grand-chose à voir avec la réalité à laquelle les États africains sont confrontés. La formule qui résume la politique de l'administration Bush à l'égard de l'Afrique (« finie la rhétorique, vive la géopolitique ») risque bien d'être remplacée par une variante encore plus négative : « finie la démocratie, vive l'antiterrorisme » ■

Débat réalisé le 28 septembre 2001.